

3. Quel était l'objectif de chacun et le titre de chaque rapport présenté?

4. Quels sont les noms et adresses des particuliers et des organismes de l'extérieur à qui l'on a accordé des contrats aux fins de recherche, développement et autres services de consultation pendant l'année financière en cours, à combien se chiffre chaque contrat et quel en est l'objectif?

(Le document est déposé.)

LES VERSEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS POUR LA CONSTRUCTION DE NAVIRES

Question n° 153—M. Broadbent:

1. Quelles sont les sociétés qui ont reçu des subventions en espèces dans le cadre du Programme de subventions pour la construction de navires (SCSP) au cours de chacune des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972 et 1972-1973 jusqu'à maintenant et à combien s'élevait chaque subvention?

2. Qui étaient les propriétaires des navires et autres vaisseaux construits dans le cadre du Programme durant chacune de ces années financières?

3. Qui étaient les propriétaires de navires avec ports d'attache à l'étranger qui ont commandé des navires et autres vaisseaux dans le cadre du Programme et quels sont ceux qui ont bénéficié de subventions fédérales à l'exportation et quel en a été le montant dans chaque cas au cours de ces années financières?

4. Quels sont les objectifs du Programme précité?

5. Le ministère a-t-il fait une appréciation du Programme et, dans l'affirmative, à quand remonte le dernier rapport?

(Le document est déposé.)

LES FRAIS DE LOCATION DE BUREAUX ET D'ESPACES D'ENTREPOSAGE—MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Question n° 181—M. Harding:

Combien chaque ministère et organisme gouvernemental a-t-il dépensé pour la location de bureaux et d'espaces d'entreposage au cours des années financières 1968-1969, 1969-1970, 1970-1971 et 1971-1972?

(Le document est déposé.)

LES IMPORTATIONS DE MANDARINES DU JAPON ET LES EXPORTATIONS AU JAPON DE POMMES CANADIENNES

Question n° 429—M. Whittaker:

1. Le Canada importe-t-il des mandarines du Japon et, dans l'affirmative, quelle quantité en a-t-on importée durant chaque année financière de 1968-1969 à 1971-1972?

2. A quel port ces mandarines ont-elles été déchargées et dans quelle région du pays en a-t-on vendu la majeure partie?

3. Quelle a été la valeur totale en dollars des importations de ces mandarines durant chacune des années financières indiquées à la question 1?

4. Le Canada exporte-t-il des pommes au Japon et, dans la négative, pour quelles raisons?

5. Le gouvernement du Canada a-t-il fait des représentations au gouvernement du Japon au sujet de l'exportation de pommes au Japon et, dans l'affirmative, a) quand les a-t-il faites et b) des pourparlers à ce sujet sont-ils en cours présentement entre les deux pays?

(Le document est déposé.)

TRAVAUX PUBLICS—LES BUREAUX ET AUTRES LOCAUX LOUÉS À L'ÉTAT

Question n° 506—M. Forrester:

1. Quelle est la superficie totale, en pieds carrés, des bureaux et autres locaux appartenant au gouvernement du Canada ou loués par celui-ci a) dans la région de la capitale nationale, b) dans

Questions au Feuilleton

l'agglomération de Halifax-Dartmouth, c) dans l'agglomération de Montréal, d) dans l'agglomération de Toronto, e) dans l'agglomération de Vancouver-Victoria, f) dans l'agglomération de Winnipeg, g) dans l'agglomération d'Edmonton, h) dans l'agglomération de Calgary, i) dans l'agglomération de London (Ontario) et j) dans l'agglomération de Québec?

2. Dans chacun de ces cas, quel est le pourcentage des locaux a) dont le gouvernement est propriétaire, b) qu'il loue?

(Le document est déposé.)

LES TRAVAUX DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LA CIRCONSCRIPTION DE COMPTON

Question n° 544—M. Latulippe:

1. Quelles ont été les réalisations du gouvernement fédéral (par ministère) dans la circonscription électorale de Compton au cours de la présente année fiscale (1972-1973)?

2. Quels sont les projets du gouvernement fédéral (par ministère) dans la même circonscription électorale pour la prochaine année fiscale (1973-1974)?

(Le document est déposé.)

M. Blenkarn: Monsieur l'Orateur, j'ai pris la parole la semaine dernière et plus tôt cette semaine à propos de la question n° 278 que j'ai fait tenir au gouvernement le 12 janvier. J'ai déjà soulevé à ce propos la question de privilage à deux reprises, et aujourd'hui c'est la troisième fois que je le fais. Il est clair que le gouvernement refuse de répondre à la question. J'ai tout lieu de croire qu'il a la réponse dans ses dossiers et documents. Je considère que le gouvernement me fait un affront en tant que député en refusant de me donner la moindre réponse à cette question, surtout si l'on songe que la question en est à ce stade depuis pratiquement quatre mois.

M. Stevens: Monsieur l'Orateur, je voudrais moi aussi présenter une requête à propos d'une question que j'ai fait inscrire au *Feuilleton* le 7 février. Je veux parler de la question n° 832 au sujet de la Corporation commerciale canadienne. J'avais d'abord posé ma question verbalement, mais l'Auditeur général du Canada n'y a pas répondu. J'estime que le gouvernement devrait se hâter davantage de donner des réponses à la chambre.

M. Cossitt: Monsieur l'Orateur, j'aimerais attirer l'attention sur les questions nos 1751 et 1760. Le secrétaire parlementaire a affirmé que deux d'entre elles recevraient une réponse aujourd'hui, soit les nos 1755 et 1756. Comme toutes ces questions sont de même nature et se rapportent à des candidats libéraux des dernières élections qui ont reçu des postes au sein du gouvernement, je ne vois vraiment pas pourquoi on ne peut répondre à toutes ces questions, mais à seulement deux d'entre elles. Je puis seulement présumer que le gouvernement est tellement occupé à nommer d'autres candidats libéraux...

M. l'Orateur: A l'ordre. J'aimerais signaler qu'il y a plus de 2,000 questions au *Feuilleton*. Si, chaque fois que nous abordons cet article de l'ordre du jour, des députés font des discussions pour demander pourquoi on n'a pas répondu aux questions, nous pourrions y consacrer passablement de temps. Je ne conteste pas le droit du député à invoquer le Règlement, mais j'ose espérer que les députés ne prolongeront pas trop leurs remarques. Le député de Burnaby-Richmond-Delta veut aussi invoquer le Règlement.

M. Reynolds: Merci, monsieur l'Orateur. Il y a aussi la question n° 230 qui est inscrite à mon nom au *Feuilleton* et dans laquelle je demande à quelles compagnies d'assurance Air Canada sert d'agent. La seule raison pour laquelle je prends le temps de la Chambre, c'est que mon